Comité érotique révolutionnaire

Libérons-nous du travail

En partant du Printemps 2016

éditions divergences

Comité érotique révolutionnaire

Libérons-nous du travail

éditions divergences

éditions divergences, 2016
ISBN : 979-10-97088-00-2

éditions divergences
26, rue de Ménilmontant
75020 Paris
editions.divergences@laposte.net
Conception graphique: Anna Viricel
Crédit photographique: Nicolas Lebaron Zéphirin

Étymologie: « Travail » vient de l'ancien français, et signifie alors « tourment, souffrance », et du latin tripalium (« trois pieux », auxquels étaient attachés des esclaves qu'on torturait).

« *Le travail est un crime* » affirmait déjà au début du XXème siècle un groupe de jeunes libertaires hollandais dans leur journal *De Mocker*. Près d'un siècle plus tard cette affirmation sonne toujours aussi juste et pourtant l'on meurt toujours *au travail*, l'on se meurt toujours *du travail*. Et la bourgeoisie se fait toujours plus arrogante tant elle a su faire de son monde, celui de l'argent et du travail, *le seul horizon possible*, le cadre de référence hors duquel le mouvement social n'a jamais, à de rares occasions près, su penser. L'histoire sociale du XXème siècle est en grande partie, hors des luttes autonomes, celle des négociations syndicales pour des salaires plus élevés, mais en échange de l'acceptation ouvrière de cadences toujours plus infernales, et pour des journées de travail raccourcies mais toujours intensifiées ; une meilleure exploitation, en somme. Les syndi-

cats et leurs partenaires patronaux se sont toujours accordés sur une chose, nous devons vendre notre activité, marchandiser notre vie pour avoir le droit de survivre dans leur monde. L'objet de la lutte se limite dès lors à la gestion de notre travail, de notre exploitation, de notre souffrance. Relance du marché de l'emploi, insertion des jeunes, souffrances au travail, salaires, travailleurs pauvres : au fond, on peut débattre de tout (et encore) sauf du travail lui-même, c'est-à-dire de pas grand-chose.

Néanmoins, lors des nombreuses mobilisations contre la loi « travaille ! » qui ponctuèrent le printemps 2016, c'est bien contre *l'ordre facile et répugnant du travail* que se levèrent une part non négligeable des protagonistes. Preuve en sont les nombreux slogans qui fleurirent sur les affiches, banderoles renforcées et autres pancartes qui agrémentèrent le cortège de tête. Si le « Ni loi ni travail » est rapidement devenu le tube du printemps, aux côtés bien sûr du classique « Tout le monde déteste la police », on notera le plus poétique « Nous sommes de ceux qui font l'amour l'après-midi » qui n'est pas sans rappeler un célèbre essai de Paul Lafargue. Pourtant, s'il y a bien une chose que le capitalisme parvient depuis des siècles à graver dans les crânes c'est bien l'absolue nécessité de travailler. De fait, le travail se trouve être le moyen par lequel nous nous rapportons aux autres, notre droit d'entrée dans cette société, notre droit de nous loger et de nous nourrir, *notre droit de vivre*. Refuser le travail ou ne

pas en trouver, c'est se voir refoulé aux marges de la société, c'est devoir acter de son inexistence sociale. S'il devient chaque jour plus évident qu'il n'y a plus et n'y aura plus de travail pour tout le monde, si chaque mois et malgré les efforts de contorsionnisme pathétique du gouvernement, des milliers de chômeurs viennent grossir les rangs de l'armée de réserve du capital, tout l'imaginaire que plus de deux siècles de capitalisme ont contribué à façonner autour de celui-ci continue de scléroser la pensée et les velléités émancipatrices. Tout historien un peu sérieux le sait pourtant, le travail n'a pas toujours existé, il est la forme spécifique prise par l'activité humaine au sein de notre modernité capitaliste, le terme même ne faisant son apparition que sous l'Ancien Régime. La naturalisation de cette structure centrale du capitalisme, sa transformation idéologique en catégorie universelle et transhistorique par une société qui refuse de s'accepter telle qu'elle est, c'est-à-dire historique et particulière, conduisent l'ouvrier comme le patron, le journaliste de TF1 comme celui d'Alternatives économiques, la militante PCF comme l'apparatchik socialiste à tenir le même discours *entièrement faux*. Car non, le travail n'a pas toujours existé, il n'a jamais été et ne sera jamais une condition *sine qua non* de l'existence humaine. Il est grand temps d'imaginer une autre façon de nous rapporter les uns aux autres, à notre milieu, à nos activités ainsi qu'à notre propre existence. Il est grand temps de désirer *autre chose*.

Nous croyons avoir vu apparaître, au sein des multiples défilés qui fleurirent en ce joyeux printemps, quelque chose comme l'expression, bien que tâtonnante et fragile, de ce désir diffus et pluriel d'un autre monde. C'est au sein de cet ensemble bariolé et hétéroclite que fut le cortège de tête, que nous avons pu ressentir l'expression du refus catégorique de ce monde et la volonté rageuse d'en imaginer de nouveaux où les termes travail, État ou argent seraient renvoyés aux poubelles de l'histoire. Si le mouvement n'a pas réussi à empêcher la loi « travaille ! » d'être imposée, il a eu néanmoins le mérite de créer un certain nombre de lignes de fractures au sein même de ce monde stratifié qu'est le milieu militant, dans son acception la plus large. La séparation entre organisés et non-organisés, entre cortège syndical et cortège « autonome », a rarement été aussi franche et la frontière entre ces deux mondes paradoxalement aussi poreuse. Rapidement, ce cortège hétéroclite s'est imposé en tête des défilés, mettant en scène une autre réalité, instaurant un autre rapport de force, faisant émerger des configurations inédites. Jamais réellement séparé du reste du cortège, s'y opposant parfois frontalement ou s'y mêlant dans une inextricable ambiguïté, le cortège de tête a su s'imposer comme une entité autonome mais toujours ouverte, puissance collective accueillante, capable d'intégrer de nouveaux profils et de nouvelles pratiques. Au-delà même des divergences sur les pratiques ou sur le rapport à la « violence » (souvent une auto-défense collective) qui ont souvent séparé la tête du reste du cortège, ce sont deux rapports antagoniques au travail qui deviennent visibles dans la difficile cohabitation de ces deux mondes, le temps d'un défilé. Si le mouvement syndical a fait du travail une puissance antagonique au capital, et ce dès le XIXème siècle, cela fait plusieurs années que la précarisation du marché de l'emploi ne permet même plus au travail de remplir son rôle historique de socialisation capitaliste ; fonction que les étudiant-e-s, les lycéen-ne-s, chômeu-r-ses ou précaires qui composent l'essentiel des rangs du cortège de tête ne connaîtront probablement jamais, à la différence de leurs parents ou grands-parents. Alors que l'accès à un travail supportable tend à devenir un privilège minoritaire, il reste la condition principale d'intégration sociale en tant qu'il procure de l'argent, structure centrale du capitalisme. Au XXIème siècle pourtant, dans un capitalisme dont la crise produit des ravages de plus en plus visibles à tous les niveaux de nos existences, le travail reste toujours un horizon indépassable dans l'idéologie dominante, celle des patrons comme des syndicats. Contre eux nous voulons en finir avec *le travail et son monde.*

Nous déclarons *la guerre au travail.* Ce n'est pas d'aménagement des conditions de travail, de partage des richesses produites par celui-ci, ni même d'autogestion des moyens de production dont nous parlons mais bien d'en finir une bonne fois pour toute avec cette *monstrueuse absurdité.*

*

LE TRAVAIL COMME NÉGATION SUBJECTIVE

Le travail est affaire d'honneur, de gloire, de vaillance et d'héroïsme.

Staline, inscrit au fronton des camps de travail bolchéviques

L'existence au sein du capitalisme se présente comme l'éternel retour du travail, de l'école au tombeau. Métro, boulot, dodo ! Même lorsque nous y échappons momentanément, nous passons notre temps à faire travailler autrui. Travailler, faire travailler, voilà notre destin, dans ce monde devenu un gigantesque camp de travail, chacun à son tour bourreau et travailleur forcé, encadrés par une armée de bureaucrates, avec comme devise : « *Le travail rend libre* » (devise inscrite au fronton d'Auschwitz). Et aux élections, l'alternative Travail, République,

Économie ou Travail, Famille, Patrie. Lycéen-ne-s, étudiant-e-s, travailleur-se-s, chômeu-r-ses, c'est comme chair-au-travail qu'on nous regarde...

Le travail comme souffrance

> *L'acte d'aliénation de l'activité humaine, le travail, c'est l'activité qui est souffrance.*
>
> Karl Marx, *Manuscrits de 1844*

L'aggravation continuelle de la crise structurelle du capitalisme (en plus de sa financiarisation, de sa trans-nationalisation et de sa gestion en faveur du capital), entraîne depuis plus de 40 ans une intensification et une précarisation continue du travail au sein des centres capitalistes, avec d'un côté une masse croissante de chômeurs brisés par une *société du travail sans travail*, et de l'autre une organisation néocapitaliste du travail continuellement restructurée, exerçant une pression énorme sur ses salariés, organisant une *guerre de tous contre tous* au sein même de l'entreprise, et débouchant sur une immense accumulation de souffrance. Le travail est d'ores et déjà une souffrance intolérable, et cette énième réforme ajoute encore à cette souffrance avec l'augmentation du temps de travail possible – mais ne l'est-il pas structurellement ? Travailler, c'est souffrir de devoir quotidiennement se vendre comme marchandise productrice de biens-marchandises ou de services-marchandises, ou revenir

chez soi comme une marchandise n'ayant trouvé aucun preneur, et être déprécié médiatiquement de ne pas être un esclave rentable du capitalisme. Travailler, c'est souffrir de devoir obéir à un impératif absurde, avilissant, destructeur, celui de produire des marchandises quelconques de manière rentable à n'importe quel coût physique, psychique et écologique. Travailler, c'est souffrir de devoir obéir à des chefs et/ou à des clients, de subir du harcèlement, des humiliations et autres souffrances. Travailler, c'est souffrir de devoir exécuter cet impératif dans des conditions éprouvantes physiquement comme nerveusement, d'où du stress, des dépressions, des déformations physiques, des accidents de travail, des *burn-out*, des suicides. Travailler, c'est devoir accomplir une activité généralement indifférenciée, absurde et/ou destructrice. Travailler, c'est souffrir d'être réduit à un robot, une machine, un esclave. Travailler, c'est souffrir de rentrer vidé chez soi, de ne pas pouvoir vivre pleinement. Travailler, c'est souffrir d'être en perpétuelle guerre d'agression psychique avec ses frères et ses sœurs en raison de la concurrence capitaliste. Travailler, c'est souffrir d'être menacé chaque seconde d'élimination économique, d'obsolescence productive. Travailler, c'est souffrir d'une précarité permanente. Travailler, c'est souffrir d'être traité de « capital humain », de « mauvaise graisse », de « facteur humain », de « bras cassés », d' « inadaptés », de « fainéants », etc. Travailler, c'est souffrir d'être un soldat d'une guerre permanente, d'être sacrifié au nom de la

Patrie économique. Travailler, c'est souffrir d'une augmentation continuelle de sa souffrance, au travers des réformes incessantes du travail. Travailler, c'est souffrir. *Le travail, c'est souffrance.* La loi « travaille ! » contre laquelle nous nous sommes soulevés au printemps n'est qu'un ultime approfondissement du travail comme souffrance intrinsèque. Même ceux qui apprécient leur travail savent bien qu'ils accompliraient avec davantage de plaisir cette activité si elle n'était pas soumise à des contraintes économiques, et que s'ils échappent à un travail pénible d'autres n'ont structurellement pas ce choix. « *Ne travaillez jamais* » signifie donc : n'acceptez jamais ce monde où l'on doit vendre son temps d'existence, son activité, son faire, comme marchandise, comme marchandise produisant d'autres marchandises et de l'argent, comme marchandise produisant un monde de souffrance – et *de mort*. Nous sommes fait pour vivre, pour aimer, pour désirer, pour créer, et non pour produire des marchandises et nous vendre comme travailleurs.

Le travail comme aliénation

> *Le travailleur est une marchandise. Son activité n'est pas une libre manifestation de sa vie humaine, mais plutôt un marchandage de ses forces, une aliénation. Le « travail » est de par son essence même l'activité non libre, inhumaine, asociale.*
>
> Karl Marx, *F. List et la bourgeoisie allemande*, 1845

Le travail est une aliénation, il n'y a pas de travail non-aliéné, parce qu'il s'agit de se vendre (*alienare*) comme marchandise, d'une part, et de se déposséder de soi au profit d'une fonction étrangère (*alien*) de production de marchandises. Travailler, c'est devenir étranger (à ses désirs) au profit de son activité-marchandise. Travailler, c'est faire abstraction de soi, c'est s'oublier, c'est se mettre entre parenthèses au profit d'une fonction d'encaissage, de codage ou de dressage, selon qu'on soit caissier-e, informaticien-ne ou enseignant-e.

Le travail, c'est une dépossession de sa vie au profit d'une fonction machinique de production de marchandises et de valeur, c'est une vente de soi, de son existence, de son temps de vie, de son activité, de son faire, comme marchandise. C'est un *esclavage libre*, libre au sens où l'on peut refuser de travailler contrairement aux esclaves, mais comme on a été dépossédé-e de toute possibilité d'existence en-dehors du Marché, pour survivre, on doit travailler. Comme des esclaves, nous avons une compensation, eux en nature, nous en argent. Comme des esclaves, on nous envoie des forces de répression lorsqu'on se révolte. Qu'on vende des heures d'activité ou notre production soi-disant « autonome », qu'on soit salarié-e-s ou ubérisé-e-s, nous sommes réduit-e-s à des marchandises productrices de marchandises (qu'importe lesquelles, qu'importe comment, à n'importe quel coût humain, social, environnemental, tant qu'elles rapportent).

Le travail comme prostitution contrainte

Avec ou sans proxénète, nous sommes tous des prostitué-e-s, nous vendons notre cerveau, nos muscles, notre sexe, qu'importe. Le travail, c'est ainsi une « *prostitution généralisée du travailleur* », disait Marx, que ce soit à son voisin, à un particulier, à un petit patron ou à une multinationale. Cette prostitution est contrainte, puisqu'elle est l'unique moyen de survivre, en aliénant notre activité contre l'activité aliénée d'autrui, dans une société capitaliste qui s'est appropriée l'ensemble des moyens d'existence. Nous devons ainsi travailler sous peine de misère sociale. Le travail, c'est donc l'éternel retour d'une prostitution contrainte, avec comme « récompense » une misérable consommation de marchandises sans qualités, une survie servant de débouché aux surproductions du capital. Mais cette prostitution n'est pas fondamentalement interpersonnelle, elle est « soumission aux forces impersonnelles du marché » selon un économiste ultra-capitaliste, aux « lois de l'économie », au capitalisme comme « char » (ou roue de feu, ou train) de l'accumulation du capital écrasant tout sur son passage, comme « sujet-automate » (Marx) aveugle. Nous devons travailler toujours plus vite en raison du *diktat* d'un standard mondial de productivité toujours croissant.

Le travail comme réification et comme négation

Notre labeur n'est pas une réponse qualitative à nos besoins particuliers (y compris collectifs), mais une production machinique de marchandises et d'argent, ou (auparavant) une acquisition machinique de savoirs formatés. Dans cette production-acquisition machinique, nous devenons des *robot* (travailleurs, en tchèque), des individus réduits à des machines. Le travail, c'est ainsi une réification, une chosification de soi, comme chose productrice de marchandises, « capital humain » (expression qu'on trouve déjà dans un discours de Staline de 1935) ou « ressources humaines ». La réification produit également une subjectivité réifiée dans une mesure variable, qui pense son existence en termes de travail, de carrière, de promotion, et des moyens machiavéliques d'y parvenir, et qui voit dans cette société du travail l'horizon indépassable de l'humanité, défendant celle-ci corps et âme lors des élections, des débats politiques et des guerres. Cette réification de notre subjectivité, cette transformation de nous-mêmes en moyens et en instruments de production de choses mortes, cette destruction du *monde-de-la-vie* pour une finalité absurde, tout ceci constitue une négation de nos désirs, de notre subjectivité vivante, donc de *nous-mêmes*.

*

POUR UNE CRITIQUE DU TRAVAIL COMME STRUCTURE CAPITALISTE

Le travailleur se sent auprès de soi-même seulement en dehors du travail ; dans le travail, il se sent extérieur à soi-même. Il est lui-même quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il ne se sent pas dans son propre élément. Son travail n'est pas volontaire, mais contraint, travail forcé. Il n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un moyen de satisfaire des besoins en dehors du travail. Le caractère étranger du travail apparaît nettement dans le fait que, dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, le travail est fui comme la peste.

Karl Marx, *Manuscrits de 1844*

Le travail comme exploitation contrainte

Le travail est au fondement du capitalisme. Le travail doit produire des marchandises qui, vendues, deviendront de l'argent qui, réinvesti partiellement, devient alors du capital, engendrant un nouveau cycle de valorisation d'où sortira plus d'argent. Le but global du capitalisme, c'est de produire une masse de valeur globale toujours supérieure, et cette valeur globale provient de l'achat des marchandises à un prix permettant aux capitalistes de faire une plus-value – sinon ils n'investissent pas, et il n'y a pas de capitalisme – et de payer leurs salarié-e-s. Le but particulier du capital, des capitalistes, c'est de produire des marchandises de manière profitable, en achetant de la force de travail (nous), des matières premières et des machines pour produire ces marchandises, et de les revendre à un prix permettant de compenser l'achat de tout ça et de réaliser une plus-value. Sans travail, donc, pas de production de marchandises, pas de vente de marchandises, pas d'argent, pas de plus-value, pas de capital, pas de capitalisme.

Nous sommes de plus contraints structurellement de vendre notre force de travail à un prix permettant au capital de récupérer davantage d'argent qu'il en avait investi, de réaliser une plus-value, sans quoi l'investissement initial n'aurait pas de sens. Nous sommes donc contraints de travailler quotidiennement pour toucher un salaire afin d'assurer

notre survie augmentée de mauvaises marchandises, et ensuite de travailler gratuitement le reste des heures de travail pour produire une plus-value. C'est pour cela qu'un théoricien révolutionnaire du XIXème siècle a parlé d' « exploitation » (puisqu'on travaille pour quelqu'un d'autre) et de « surtravail » (parce qu'on fait plus d'heures que nécessaire pour « rembourser » notre salaire). Le travail, c'est donc de l'exploitation et du surtravail, comme exploitation salariale (le capital achète contractuellement des heures de travail durant une certaine durée) ou comme exploitation ubérisée (le capital achète uniquement lorsqu'il en a envie). Les machines peuvent également produire des marchandises mais, si elles sont un avantage au niveau du capital particulier (moins de coûts salariaux), elles posent un problème au niveau global puisqu'elles n'achètent pas de marchandises.

Marginalement, il est également possible de ne pas travailler pour un capitaliste. Le problème, c'est qu'on est quand même contraint (en dehors de quelques exceptions), en raison des taxes et autres impôts, d'une part, et parce que tout a été approprié comme marchandise aujourd'hui et qu'il est assez difficile de tout auto-produire ou même d'acquérir une terre cultivable, de gagner de l'argent, et donc de produire des marchandises. C'est ce qu'on pourrait appeler de l'*auto-exploitation*, une forme de soumission directe au Marché et au capitalisme, avec autant de contraintes donc.

Le travail n'est ainsi pas qu'une *religion*, c'est une structure de domination supra-individuelle bien réelle : nous sommes contraints structurellement de travailler pour pouvoir survivre. Les êtres humains ont été progressivement dépossédés au cours des derniers siècles de leurs moyens de satisfaire de manière autonomisante leurs besoins et leurs désirs, et ce au travers de l'expropriation sauvage, de la conquête coloniale, de l'expulsion du fait de l'incapacité de payer leurs dettes et/ou leurs rentes, de la concurrence infernale, etc. Une écrasante majorité d'entre nous n'a pas de propriété susceptible de satisfaire de manière autonomisante ses besoins et ses désirs. Tout a été approprié comme propriété-marchandise, et *nous n'avons plus rien*. Le monde devenu un ensemble de propriétés est en même temps celui de l'expropriation, et donc du travail contraint.

L'émergence du travail et de l'économie

Le travail entendu comme activité-marchandise productrice de marchandises, son sens admis depuis deux siècles, n'a pas toujours existé, il ne s'agit pas d'une donnée anthropologique, naturelle, transhistorique. Lorsqu'entre autres on satisfaisait collectivement ses besoins élémentaires socialement définis au sein des sociétés pré-capitalistes, cela n'avait pas pour but de produire des marchandises de manière rentable, mais précisément de satisfaire ces besoins élémentaires, une partie étant néanmoins

généralement appropriée par des dominants. Il n'y avait pas d'économie.

Le travail crée en même temps qu'il présuppose une sphère centrale du capitalisme, l'économie. L'économie, c'est un système de structures de domination impersonnelle, auxquelles chacun, capitalistes compris, doit obéir : Travail (comme fondement absolument nécessaire), Marchandises, Marché et ses lois (même planifié), Valeur, Argent, Capital. L'économie en tant que telle, en tant que sphère constitutive du capitalisme (et non plus comme sphère marginale du « commerce » et des transactions monétaires au sein des sociétés pré-capitalistes), est née d'une série de ruptures historiques du XVème au XIXème siècle, fille de la révolution militaro-étatique (explosion des dépenses militaires des monarchies centralisées et des impôts captées par celles-ci, d'où une commercialisation contrainte des produits paysans), d'une commercialisation généralisée des relations agraires (transformation du lord anglais en propriétaire capitaliste louant ses terres à un fermier producteur de marchandises devant être compétitif sur un Marché agricole national, expulsion des paysans et transformation de ceux-ci en salariés) et du passage des corporations d'artisans (monopoles locaux sans concurrence extérieure produisant des valeurs d'usage) au système des fabriques (concurrence généralisée entre des industries productrices de marchandises dans un Marché national). L'économie est donc fille de l'émergence du travail, puisqu'un paysan producteur de biens et

ne se vendant pas, figure centrale du Moyen Âge, devient un prolétaire devant vendre sa force de travail et donc un salarié producteur de marchandises. Le travailleur est de même un descendant de l'esclave des plantations coloniales, obligé de vendre son activité pour produire des marchandises, et ne s'en distinguant qu'en étant propriétaire de ce qu'il est contraint de vendre, c'est-à-dire lui-même comme force de travail. L'économie est un système avec ses lois d'airain, celles d'une compétition généralisée exigeant une productivité toujours croissante, avec comme autofinalité absurde une croissance infinie de la valeur, de l'argent, et du capital. Pour satisfaire cette autofinalité absurde, aveugle, destructrice, l'économie a exigé en fonction des époques un travail sous-payé (XIXème siècle) ou un travail mieux payé mais avec des cadences toujours plus infernales (XXème siècle), bref du travail et encore du travail. Mais l'économie, si elle a ainsi l'air d'un « sujet automate », si elle nous domine réellement, est en dernière instance simplement un fétiche, un totem que nous reproduisons chaque jour au travers de notre travail et qu'il nous suffit d'arrêter de reproduire pour qu'il s'écroule – et affronter alors ses chiens de gardes déchaînés et les défaire stratégiquement.

*

LE TRAVAIL ET SON MONDE

Le travail est une séparation de nous-mêmes avec nous-mêmes, un déchirement de nous-mêmes et de notre activité.

John Holloway, *Crack Capitalism*, 2012

Les divisions hiérarchiques de l'économie

Le travail crée également une série de divisions hiérarchiques, de divisions fonctionnelles, avec son cortège d'assignations de « qualités », de « valeurs » contraintes, de dominations et de stigmates.

Il y a des divisions hiérarchiques de *classe*, entre capitalistes, propriétaires de moyens de production marchands et/ou de capitaux et donc non-contraints de travailler, et travailleurs, non-propriétaires et donc contraints de vendre leur force

de travail, mais aussi entre « cadres », ayant comme travail de faire travailler (et rémunérés comme tels), et « prolétaires ». Les capitalistes sont dominants du fait qu'ils peuvent faire travailler, et les travailleurs dominés du fait qu'ils doivent travailler. Les cadres, au sens large de classe d'encadrement des travailleurs, sont dominés vis-à-vis des capitalistes parce qu'ils doivent travailler pour eux, mais ils sont dominants vis-à-vis des travailleurs parce qu'ils les font travailler – cadres d'entreprises, qu'ils les forment pour travailler – enseignants – ou parce qu'ils les contraignent au travail – policiers, militaires, agents du Pôle Emploi.

Il y a également des divisions hiérarchiques de *genre*, assez mouvantes, entre travailleurs historiquement assignés comme masculins, avec leurs « qualités » viriles et leurs « valeurs » travaillistes, et non-travailleurs s'occupant du labeur ménager et de la reproduction de la force de travail historiquement assignés comme féminins, avec leurs « qualités » et de leurs « valeurs » de soumission féminine et de soin au travailleur. Mais il y a également division hiérarchique entre « femmes » reproduisant biologiquement la force de travail, avec leur valorisation de « mère » et d' « épouse », et « femmes » ne reproduisant pas biologiquement la force de travail, avec leurs stigmates de « putes » ou de « gouines ».

Il y a enfin des divisions hiérarchiques *nationalistes-racistes*, plus mouvantes, entre sujets d'une « Nation » capitaliste forte et/ou d'un groupe raci-

sant-dominant, et sujets de périphéries assujetties – même internes à un État - et/ou d'un groupe racisé-dominé. Ces divisions hiérarchiques ont leur traduction idéologique sous forme du nationalisme, du racisme, du suprématisme, etc.

L'État, l'administration pénitentiaire du camp de travail national

Max Weber parlait de l'État comme une « vaste prison confortable » : sauf qu'elle est toujours moins confortable, pour toujours moins de gens et qu'elle réprime chaque tentative de révolte des prisonniers. Mais l'État, de pair avec d'autres bureaucraties souveraines supranationales, est effectivement une *prison*, ou plutôt l'administration pénitentiaire du camp de travail national aux moyens des gardes-policiers, des juges, des rédacteurs du règlement (parlementaires), des aumôniers (religieux, éducateurs et autres pacificateurs sociaux) et des autres fonctionnaires pénitentiaires. L'État, ce Léviathan, est ainsi une machine d'encadrement du travail, et ce dès son émergence historique. Chaque État doit faire travailler ses sujets au nom de l'Économie Nationale, de sa grandeur et de sa compétitivité, tantôt aux moyens du « dialogue social », de la « collaboration » entre exploiteurs et exploité-e-s, tantôt à coups de matraques et de gaz lacrymogènes. L'État doit également veiller à ce qu'au sein des entreprises nationales implantées dans d'autres pays, on travaille et

on ne se révolte pas, d'où des interventions militaires de « défense des intérêts nationaux », sans parler des épisodes de conquête militaire suivis d'une mise au travail généralisée (souvent forcée) des populations colonisées depuis plus de deux siècles. L'État a ainsi joué un rôle important dans l'émergence du travail et de l'économie, en obligeant à une commercialisation croissante des produits paysans avec ses impôts croissants, en organisant des workhouses, en présidant aux expropriations de paysans en Angleterre au XVIIIème siècle, en interdisant l'accès aux forêts et ses ressources, en réprimant l'ensemble des soulèvements anti-travail, etc. L'État n'est en réalité qu'un jumeau de l'économie, l'autre face d'une même pièce, son serviteur en même temps que son cavalier : l'État a besoin de l'économie et de son argent pour financer son armée, sa police, ses dirigeants et sa bureaucratie, mais aussi fournir un minimum de services à ses sujets pour qu'ils ne se révoltent pas, et réciproquement, l'économie a besoin de l'État pour garantir ses contrats, ses propriétés, ses marchandises et son exploitation des subjectivités vivantes au travers du travail.

La politique

L'administration pénitentiaire du *camp de travail national* change régulièrement, puisque nous pouvons depuis un certain temps et occasionnellement élire une partie (seulement) de nos administrateurs

pénitenciers. Ils proposent chacun-e une gestion un peu différente de notre prison : certains proposent d'expulser des prisonniers « étrangers » au profit des prisonniers « nationaux », d'autres qu'il y ait davantage de « sécurité », d'aucuns une libéralisation des échanges de prisonniers, de marchandises et de capitaux entre camps de travail nationaux, et même certains de rendre notre prison nationale « plus juste », « plus humaine » et/ou « plus écologique » ! Et ce, même si leur pratique est relativement identique (austérité, répression, réformes) puisqu'il s'agit de gérer une même prison en fonction des mêmes objectifs : faire en sorte qu'il n'y ait pas de révoltes des prisonniers, aux moyens d'une dose variable de répression et de misère matériellement augmentée (médias, « loisirs », consommation), faire en sorte qu'il n'y ait pas trop de déficit du budget pénitencier – et donc, si nécessaire, dépenser moins au service des prisonniers –, et surtout faire en sorte qu'il y ait une croissance et une profitabilité maximum du camp de travail national – au détriment des prisonniers évidemment. Ainsi, Syriza s'est révélé être un gestionnaire du capitalisme de crise analogue aux autres gestionnaires de centre-gauche, d'extrême-droite et de droite, comme ses prédécesseurs sociaux-démocrates, keynésiens ou marxistes-léninistes dans l'histoire des gouvernements « degôche » au XXème siècle. S'il n'y a évidemment aucune émancipation du côté de l'extrême-droite et son camp de travail nationaliste, raciste, patriarcal, il n'y a pas non plus d'émanci-

pation du côté des bureaucrates des partis et des syndicats « degôche », des gestionnaires keynésiens du camp de travail national ou des maquereaux bureaucratiques défenseurs du Travail. Quant aux marxistes-léninistes, même s'ils aménagent mieux leur Goulag qu'au XXème siècle, avec beaucoup de « démocratie » bureaucratique et un peu d'« autogestion » marchande, ce sera toujours un *camp de travail étatico-capitaliste*. Allons au-delà de l'alterpolitique degôche et de son alter-capitalisme : il ne faut pas une autre société du travail mais une société *au-delà du travail*. Refusons d'élire de nouveaux gestionnaires du camp de travail national, abolissons-le !

Les loisirs, une poursuite du travail

L'actuelle « libération du travail », l'augmentation des loisirs, n'est aucunement libération dans le travail, ni libération d'un monde façonné par ce travail. Rien de l'activité volée dans le travail ne peut se retrouver dans la soumission à son résultat.

Guy Debord, *La Société du Spectacle*, 1967

Dans le capitalisme avancé, l'amusement est le prolongement du travail.

Theodor Adorno, *Kulturindustrie*, 1947

Le « loisir » est une invention de la société de travail, d'une société de séparation fonctionnalisée des différents moments de l'existence. Le loisir est ainsi une continuation séparée du travail, et non son contraire. C'est l'impératif de consommer en soirée et en week-end des miettes de ce qu'on a produit en journée et en semaine. C'est l'obligation de consommer sous forme de spectacle ce qu'on n'a pas pu vivre à cause du travail et de son monde – l'amour, l'amitié, l'aventure. C'est un emploi du temps organisé comme celui du travail, avec des activités-marchandises – sport, cinéma, programmes télévisés – qu'on achète et qu'on effectue de telle heure jusqu'à telle heure, parfois sous direction d'un contremaître des loisirs, l'animateur. C'est l'injonction de se mettre en spectacle au sein des réseaux sociaux et des lieux publics comme marchandise conforme aux impératifs du Spectacle médiatico-publicitaire – être cool, pas *critique*, être fun, pas *spontané*, être branché, pas *singulier* –, après s'être mis en spectacle au travail comme marchandise conforme aux attentes de l'encadrement et/ou des clients.

Le loisir, comme organisation capitaliste du hors-travail aux moyens du Spectacle, comme organisation d'une sexualité-travail chosifiée aux moyens de l'industrie pornographique réprimant toute sexualité érotique non-normée, ou encore comme organisation de l'adrénaline-travail aux moyens des parcs d'attractions réprimant toute adrénaline non-marchande, vise à une impossibilité

de toute situation, c'est-à-dire de toute expérience individuelle ou collective véritablement subjective, spontanée, hors-des-clous. Le loisir est, en réalité, une continuation du travail, comme consommation de marchandises-travail standardisées plutôt que de création subjective, comme performance génitale complètement standardisée plutôt que de plaisir érotique inter-subjectif, comme capitalisation de relations sociales plutôt que de rencontres, comme compétition sportive organisée selon une division spécialisée du travail plutôt que comme jeux collectifs continuellement ré-inventés, comme consommation de marchandises culturelles plutôt que comme génération de détournements, comme consommation touristique de travail et des lieux « exotiques » standardisés plutôt que comme aventure. Le loisir est, enfin, une *immense série de divertissements*, visant à nous divertir, nous détourner de toute révolution contre l'ordre monstrueux du travail, c'est-à-dire contre toute séparation fonctionnelle de l'existence humaine et contre toute organisation normée de notre existence « non-productive ».

*

LA CRISE STRUCTURELLE (ET SUBJECTIVE) DU TRAVAIL

Un cadavre domine la société, le cadavre du travail. Toutes les puissances du monde se sont liguées pour défendre cette domination : le pape et la Banque mondiale, [...] les syndicats et les patrons, les écologistes d'Allemagne et les socialistes de France. Tous n'ont qu'un mot à la bouche : travail, travail, travail !

Groupe Krisis, *Manifeste contre le travail*, 1999

Vers une société du travail sans travail

Nous n'avons de toute façon pas d'autre choix que d'en finir avec le capitalisme et son travail, en

raison même de la dynamique du capitalisme *en crise*. Chaque entreprise doit, en raison d'une saturation tendancielle des marchés et d'une compétition généralisée pour vendre ses marchandises, réduire ses coûts, donc substituer du « travail vivant » (des travailleurs) par des machines-robots. Cette élimination de « travail vivant » fait qu'il y a, par conséquent, une baisse tendancielle de la demande (hors-crédit) puisque ceux qui ne travaillent plus ont moins de revenus (comme ceux qui restent d'ailleurs). Depuis 40 ans de troisième révolution industrielle, avec l'introduction de l'informatique, de l'automatisation et de la robotique dans le processus productif, cette substitution structurelle et tendancielle du « travail vivant » (des travailleurs) par des machines-robots a pris une nouvelle dimension. La possibilité d'une substitution complète de certains pans du « travail vivant » par des machines-robots (caisses automatiques, robots-ouvriers, chaînes de montage entièrement automatisées) provoque ainsi l'explosion du chômage technologique. Et ce chômage technologique, alimentant une baisse de demande solvable, donc une baisse tendancielle de la consommation, entraîne une saturation d'autant plus rapide des marchés, des crises de surproduction toujours plus fréquentes donc de nouvelles substitutions de « travail vivant » par des machines/robots, entraînant une nouvelle baisse de demande solvable, une nouvelle phase de crise, etc., et cela *ad nauseam*. La dynamique du capitalisme conduit donc à une éviction progressive du « travail vivant » (et parti-

culièrement des jeunes) du procès capitaliste : 10-15% de chômage aujourd'hui, plus de 47% en 2030 selon certaines projections. Et cette augmentation structurelle du « chômage technologique » s'effectue en parallèle, comme on le voit depuis plus de 50 ans, d'une intensification et d'une précarisation du « travail vivant » restant. Le devenir structurel du capitalisme, c'est donc une multiplication des phases de crise, une augmentation progressive du chômage technologique et une intensification-précarisation du travail restant, jusqu'au chômage quasi-total, l'esclavage des derniers travailleurs comme domestiques, et l'effondrement (progressif) du capitalisme. L'économie ne veut plus de nous, nous ne voulons plus d'elle. L'économie veut se débarrasser de nous, *débarrassons-nous d'elle* !

La précarisation du travail restant

> *[L'être humain s'il] n'a pas de travail, donc pas de salaire, comme il n'a pas d'existence en tant qu'homme mais en tant que travailleur, il peut se faire enterrer, mourir de faim.*
>
> Marx, *Manuscrits de 1844*

Avant notre complète éviction du processus de production, avant de devenir inutiles du point de vue du capitalisme – et donc de n'avoir plus droit de (sur)vivre –, notre force de travail vaut toujours moins, est toujours davantage dévalorisée. C'est ce

qui explique qu'on peut désormais faire travailler quasi-gratuitement des individus dans des ateliers textiles au Bangladesh, puisqu'à des centaines ils ne produisent guère davantage qu'une usine textile quasi-complètement automatisée des centres capitalistes. Le nombre de *bullshit jobs* sous-payés explosent, parce qu'il n'y a plus désormais, en-dehors de l'encadrement et du secteur des nouvelles technologies, de travail à un revenu décent. Et puisqu'il y a une crise rampante du capitalisme, un trop-plein de chômeurs et un standard de productivité élevé, il se produit une accélération et une intensification du travail restant, jusqu'à une multiplication du stress, des accidents, des *burn-out* et des suicides.

Mais, nous dira-t-on, il y a bien des secteurs où il n'est guère possible de remplacer des humains par des machines. Certes, mais uniquement des secteurs où il ne s'agit pas de produire des biens-marchandises, mais où il s'agit de fournir des services-marchandises. Se profile ainsi une « société de services » où ceux qui, en-dehors de l'encadrement et des travailleurs des nouvelles technologies, n'auront pas été poussés dans « la Zone » séparée par un mur énorme de « la Ville », fourniront des services personnels aux capitalistes et aux membres de l'encadrement – aux bourgeois. Prostitué-e-s, domestiques (o2 premier créateur d'emplois depuis 2008), serveurs de restaurant, jardiniers, gardiens d'enfants, cuisiniers, etc., voilà ce qui se profile pour nombre d'entre nous, une société du « care », du

« prendre soin » ... des bourgeois. Et d'ici-là, comme il y aura toujours moins de travail, en plus des politiques anti-migrants sous prétexte de crise, on risque d'assister à un retour des politiques d'exclusion des femmes du marché du travail, contraignant celles-ci à une réclusion forcée et à une exploitation domestique comme femme au foyer.

*

LA RÉSISTANCE DES SUBJECTIVITÉS VIVANTES AU TRAVAIL

Le travail est le plus grand affront et la plus grande humiliation que l'humanité ait commis contre elle-même.

H. Schuurman du groupe « de Moker »,
Le travail est un crime, 1924

Notre subjectivité vivante a résisté, résiste, résistera au travail, au travail-marchandise, cette dépense en pure perte de nerfs et de muscles pour produire un monde-marchandise qui nous domine, et elle doit y mettre fin.

La subjectivité vivante résistante

Certes, il y a nombre de prolétaires qui clament

leur amour fétichiste du travail, mais en réalité ce n'est qu'une partie d'eux-mêmes, cette partie de l'*homo oeconomicus*, cette partie qui comprend pragmatiquement qu'il faut (dire qu'il faut) travailler pour survivre dans cette société, cette partie modelée par l'idéologie du travail sans cesse exaltée, du MEDEF aux syndicats « degôche », qui s'exprime. L'autre part, cette partie irréductible de nous-mêmes, cette partie de la subjectivité vivante, de la souffrance et de la joie, de l'épanouissement, de l'amitié et de l'amour, cette partie résiste au travail, aux idéologies du travail, parce qu'elle sait intimement ce qu'est le travail-marchandise, la souffrance, la chosification instrumentale de soi (la réification), l'absence de sens et d'épanouissement. Les luttes au sujet du travail sont ainsi contradictoires parce que s'y entremêlent notre part d'*homo oeconomicus*, de travailleur affirmant son identité de travailleur, et notre part de subjectivité vivante, de prolétaire s'opposant à sa condition de prolétaire-travailleur. Les luttes partent en général des deux, une souffrance supplémentaire intolérable et en même temps une revendication formalisée-chiffrée. Elles s'expriment toutes deux au sein des luttes, avec des manifestations aux revendications formalisées-chiffrées lisibles du point de vue du capital et de l'État, et en même temps des débordements, un refus de reprendre le travail, un jusqu'au-boutisme résistant. Et elles traversent chaque individu, en-dehors de deux minorités ayant résolument choisi leur camp : les subjectivités vivantes résistantes, ses déborde-

ments et son jusqu'auboutisme, d'une part, et l'encadrement politico-syndical, son service d'ordre et ses revendications formalisées-quantitatives (pour qu'une fois celles-ci rejetées ou acceptées, il y ait arrêt de la lutte, reprise du travail), d'autre part. C'est à une minorité d'actuel-le-s et de futur-e-s prolétaires refusant de travailler (travailleur-e-s, lycéen-ne-s), mais aussi de déserteurs de leur classe (étudiant-e-s insoumis, membres subversifs de l'encadrement, etc.), qu'il revient d'exhorter – sans diriger comme une avant-garde – cette subjectivité vivante *résistante* en chacun, contre l'*homo oeconomicus* qui est en eux et contre l'idéologie du travail et ses zélateurs.

La résistance historique au travail

Le travail n'est pas une façon de vivre. Mais l'obligation de se vendre pour vivre. Et c'est en luttant contre le travail, contre cette vente forcée d'eux-mêmes (les ouvriers) qu'ils se heurtent aux règles de la société. Et c'est en luttant pour travailler moins, pour ne plus se laisser empoisonner par le travail qu'ils luttent aussi contre la nocivité. Car il est nocif de se lever tous les matins pour aller travailler, il est nocif de suivre les rythmes, les modes de la production, il est nocif de faire les roulements, il est nocif de rentrer chez soi avec un travail qui te contraint le lendemain de retourner à l'usine.

Assemblée autonome de Porto Marghera,
1974, cité dans *Autonomie !* de Marcelo Tari

La résistance des subjectivités vivantes au travail a été analogue à celle aux rapports d'esclavage ou de servage de l'Antiquité, du Moyen Âge et des colonies : elle a été permanente, et il y a des équivalents modernes aux révoltes d'esclaves et aux insurrections des paysans, contre « l'esclavage libre » (Marx) du travail. Les prolétaires ne sont sans doute pas intrinsèquement révolutionnaires, comme peuvent le fantasmer encore certains marxistes, mais ils ont toujours cherché à ne pas travailler, à travailler au minimum, et c'est sans doute cela cet anti-travail, même refoulé, qui constitue l'obstacle insurmontable au fétichisme du travail, même professé par les prolétaires eux-mêmes. Si Paul Lafargue écrivait avec justesse en 1880 qu'« *une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis des siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture* » ; il oublie qu'en même temps, l'ouvrier préfère généralement travailler *a minima*, ne pas se vendre comme marchandise pour produire des marchandises et de l'argent.

Le travail a toujours été détesté. Lorsqu'il se répand massivement en Angleterre au XVIIème siècle du fait de l'expulsion massive des paysans de leurs terres (*enclosures*, concurrence exacerbée, dettes, rentes élevées, etc.), on veut d'abord l'éviter en res-

tant chez soi et en produisant des marchandises vendues à un marchand, ou en devenant compagnon dans une corporation d'artisans. Mais cela devient progressivement insuffisamment productif du point de vue du capital, et l'on contraint l'artisan pseudo-indépendant à devenir un ouvrier du système des fabriques, fabriques qu'on dépeint alors comme des « moulins de Satan ». Mais l'ouvrier des fabriques, maîtrisant encore son outil de production, est encore trop indépendant du point de vue du capital. Celui-ci va chercher à le soumettre progressivement aux moyens de machines « automatiques » au cours du XIXème siècle suscitant de nombreux sabotages « luddites » de machines qui sont en fait partiellement une révolte contre le travail. Ils ne se révoltent pas que contre des machines puisque les ouvriers agricoles, non soumis aux machines, font également de même à de nombreuses reprises. Mais cela reste insuffisant du point de vue du Capital, et celui-ci va accentuer l'horreur du travail aux moyens du taylorisme, cette réduction de l'individu à un seul geste répété frénétiquement qu'on chronomètre pour l'accélérer, et contre lequel se révolteront les ouvriers de Paris et de Barcelone en 1936 aux moyens de sabotage, d'absentéisme, de coulage des cadences, etc. Mais cela n'est pas encore assez, et on invente bientôt son jumeau, le fordisme, et son travail à la chaîne qu'il faut exécuter de manière continue, avec une accélération progressive des cadences telle qu'il va y avoir un déferlement de grèves, de sabotages et d'absentéisme anti-travail en 1968 et au cours des an-

nées 1970. En 1968, les ouvriers désertent massivement le travail pour aller faire du bricolage chez eux et pour discuter tandis que certain-e-s étudiant-e-s ont pour mot d'ordre le « *Ne travaillez jamais* » de Debord et des situationnistes, alors qu'en Italie l'*Autonomie* déferle jusqu'en 1978, multipliant sabotages, grèves (du travail, des loyers, etc.), auto-réductions, réflexions anti-travail... Depuis, la crise structurelle du capitalisme, et l'avantage du capital vis-à-vis des prolétaires étant donné sa mobilité internationale (délocalisations), l'automatisation de nombreux travaux et l'absence de plein-emploi, ont donné une nouvelle forme au refus du travail, celle du sabotage lorsque tout est perdu, celle du refus de chercher un travail, mais aussi celle d'un refus d'une énième dégradation des conditions de travail lors du Printemps Autonome de 2016, lequel peut être aisément transformé (si on défait l'*homo oeconomicus* en chacun des manifestants) en refus du travail tout court. La lutte contre le travail doit d'ailleurs dialectiquement être une lutte contre son envers nécessaire, le labeur ménager, assigné depuis des siècles aux femmes. Qu'il faille s'alimenter, se vêtir, se loger, s'épanouir dans des activités diverses, certes, mais cela n'est pas du travail en général, du travail sans phrase, du travail contraint en même temps que borné à certains gestes, c'est une multiplicité incommensurable du faire et de l'agir humain, un déploiement de sa puissance d'agir, une satisfaction de ses désirs (y compris « élémentaires »), individuellement comme collectivement. Pour cela, nous n'avons pas besoin

du travail, du capitalisme, de l'État, mais nous avons plutôt besoin de nous *débarrasser d'eux.*

*

UN MONDE AU-DELÀ DU TRAVAIL

Les prolétaires doivent [...] abolir la condition d'existence qui fut jusqu'ici la leur, et qui est en même temps celle de toute l'ancienne société : ils doivent abolir le travail. C'est pourquoi ils se trouvent en opposition directe avec l'État, [...] ils doivent renverser l'État. La révolution communiste [...] se débarrasse du travail.

Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1845

Si cette perspective, celle d'un monde *au-delà du travail*, semblait s'éloigner chaque jour un peu plus dans la silencieuse et désespérante léthargie d'un monde qui, après avoir détruit toute autre forme de vie se décompose sur ses propres bases, un souffle nouveau vient raviver une flamme qui, au fond, ne s'est jamais réellement éteinte. Le mouvement d'op-

position au projet de loi-travail a réveillé nos vies et nos rêves au nom d'un *mauvais rêve* de certains, il nous faut maintenant nous attaquer au cauchemard réalisé du travail et de sa crise. Il ne s'agit plus de lutter défensivement contre une loi en attendant qu'une prochaine phase de crise nous l'impose au nom du « réalisme économique », il faut combattre offensivement cette société du travail. Il ne faut plus mendier l'ajournement de l'inévitable au sein du capitalisme, mais abolir celui-ci au plus vite. Le réformisme « progressiste » est mort, il n'y a plus qu'un sous-réformisme de cogestion de crise, seule une optique résolument révolutionnaire est désormais réaliste.

Au-delà des mouvements

Nos mouvements sont « faits pour mourir », nous le savons et le vivons au moment même où nous écrivons ces lignes. Un mouvement ouvre une *brèche*, crée une coupure temporelle, une rupture dans le déroulement linéaire de nos vies. Ces moments de pauses intenses nous conduisent à reconsidérer nos vies, à les saisir telles qu'elles sont et à les imaginer telles qu'on voudrait qu'elles soient. Ces brèches sont souvent l'occasion de rencontres, de densification des liens, de création de relations qui dépassent le seul intérêt stratégique. C'est sur la durabilité et la qualité de ces relations qu'il nous faut nous appuyer maintenant pour qu'émergent des communes,

partout, tout le temps. Plus que des simples communautés de lutte ou de résistance, qui par définition n'existent que le temps de la lutte, bâtissons de véritables *foyers d'insoumission*, des points de fixation des colères et des désirs. Saisissons-nous d'appartements, de friches, de bocages, saisissons-nous d'entrepôts, d'universités, de châteaux, transformons des sols bétonnés en jardins d'approvisionnement des luttes. Établissons-nous sur les territoires, défendons-les, habitons-les, vivons-y le monde que l'on veut vivre.

La commune n'est ni un « mouvement » destiné à une mort rapide ou une mortification institutionnalisée, ni un embryon pacifique d'une autre société, ni une phase transitoire. Elle est, comme rassemblement auto-organisé au profit d'un *nous extensif*, développement de relations horizontales non-marchandes, d'une solidarité collective et d'un imaginaire commun *contre-et-au-delà* de l'économie et de l'État, force de blocage généralisé de l'économie. La commune n'est pas un horizon lointain précédé d'une transition sans fin, elle l'est d'emblée ou jamais, elle n'est pas une fin séparée des moyens de l'atteindre. Cependant elle n'est pas qu'une initiative locale. Elle doit, avec une constellation d'autres communes, abolir mondialement un système totalitaire en vertu duquel aucune émancipation personnelle ou collective n'est possible tant qu'il n'aura pas succombé d'un blocage total de ses flux et d'une insoumission généralisée, et surtout d'une réap-

propriation massive, autonome, non-capitaliste, communisante des moyens de production, des ressources, des stocks, des logements et des espaces cultivables. Les communes insurgées destitueront du même coup l'économie et son bras armé politico-étatique, dans un affrontement sur un terrain encore inconnu.

Se libérer du travail

> *Le communisme n'est pas la lutte pour un autre travail, il est lutte pour l'abolition du travail. [...] Le prolétaire qui lutte, il commence toujours plus tôt, c'est un rebelle avant de devenir un travailleur, car la taupe révolutionnaire est à l'œuvre dans tous les champs de lutte de la famille au quartier et à l'école.*
>
> Editorial du supplément au n°15 de Rosso, mai 1975, cité dans *Autonomie !* de Marcello Tari

La société *au-delà du travail* s'appellerait commune, comme celles de Paris de 1871, d'Aragon de 1936-38 et de Notre-Dame-des-Landes aujourd'hui. Elle s'appelle commune, parce qu'en son sein, après avoir défini collectivement ce que nous voulons faire ensemble, nous satisferons communément une partie de nos désirs et de nos besoins – en accord avec les possibilités du *monde-de-la-vie* –, et nous recevrons une partie collectivement définie du produit commun de nos activités (avec, en cas d'abondance

insuffisante, une auto-régulation collective). Nous ferons donc autre chose de nos vies que nous vendre comme des marchandises, produire des marchandises ou consommer des marchandises, puisqu'il n'y aura plus d'impératif de vente de sa force productive, plus de lois du Marché auxquelles il faudra se plier, plus de « demande » marchande qu'il faudrait « satisfaire » ; il n'y aura plus que nos désirs qu'il faudra satisfaire (en partie) collectivement. L'activité au sein d'une société au-delà du travail part des désirs des subjectivités vivantes de faire telle ou telle activité, elle s'organise collectivement sur cette base, et elle permet en retour de satisfaire les désirs et autres besoins des subjectivités vivantes : elle part des subjectivités vivantes et leurs désirs pour revenir aux subjectivités vivantes et leurs désirs. Enfin, nous ré-apprendrons des savoir-faire dont nous avons été dépossédés (et ce, à chaque génération, avec l'école comme enseignement de l'ignorance), nous saurons tout faire collectivement (au niveau des multiples communes avec lesquelles nous entretiendrons des relations d'entraide), après des siècles de prolétarisation réduisant l'activité à un nombre limité de gestes répétés *ad nauseam*.

Au-delà de l'économie et son monde

> *Le but de la politique ne peut être que la conquête de l'appareil d'État pour perpétuer la société de travail. Les ennemis du travail ne*

veulent donc pas s'emparer des commandes du pouvoir, mais les détruire. Leur lutte n'est pas politique, elle est antipolitique. Puisqu'à l'époque moderne l'État et la politique se confondent avec le système coercitif du travail, ils doivent disparaître avec lui.

Groupe Krisis, *Manifeste contre le travail*, 1999

Évidemment, cette auto-organisation commune des subjectivités vivantes, leurs désirs et leurs activités attenantes, cette abolition du travail, supposent une abolition de la propriété capitaliste, du Marché, de l'argent, du capital. *L'au-delà du travail* est ainsi un *au-delà de l'économie*, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de « production » (de travail) et de « consommation » (du produit du travail) séparée du reste de la vie, mais une dissolution-disparition de l'économie dans la vie commune : l'auto-organisation des activités n'est plus une « économie », elle est une partie non-isolable d'une société basée sur les subjectivités vivantes et leurs désirs. Nous ferons ce qu'il nous plaira en même temps que ce qu'il nous faudra dans l'optique d'une poursuite de notre vie s'épanouissant, et non ce qu'une « demande » abstraite de marchandises exige.

Il n'y aura plus de sphère séparée du travail, mais une vie mêlant *vita activa* et *vita contemplativa*. Le temps sera celui de notre vie et de ses activités, non celui des montres et du travail. Il n'y aura pas de comptabilité, de mesure, de pointage, de productivité, de rendement, d'évaluation individuelle des performances.

L'au-delà du travail est forcément un au-delà de l'État, sans quoi il y aura toujours une administration pénitentiaire pour nous dire qu'il faut travailler, pour nous gouverner capitalistiquement, pour nous extorquer fiscalement, pour nous dominer avec son droit, sa police, sa justice, son armée, sa bureaucratie, à l'instar de l'URSS.

L'au-delà du travail est également un au-delà de la politique et du droit comme institutions séparées de la vie commune. Nous ne voulons abolir la politique que pour la *réaliser*. Nous voulons abolir celle-ci comme sphère séparée de la vie quotidienne, comme isoloir confirmant l'ordre capitaliste, et donc réaliser celle-ci dans la vie quotidienne sous forme de l'auto-organisation collective de nos vies. La commune est la forme politique qui permet l'articulation et le jeu entre les différentes échelles d'organisation : de l'auto-organisation des lieux de vie à la possibilité d'une fédération mondiale de communes. Fédération qui doit permettre d'organiser une solidarité permettant d'acheminer des surplus de certaines communes vers d'autres ayant exprimé des manques. Comme dans l'Aragon de 1936-38 : une société au-delà du travail doit être une société d'abondance relative, et cela nécessite une solidarité généralisée, qui permet de plus de maintenir un maximum de relations amicales entre communes.

Il est clair enfin que nos communes devront être au-delà de la domination patriarcale et du racisme systémique, constitués depuis des siècles au travers de la division capitaliste du travail. Il n'y aura plus de division raciste du travail, donc plus de sujet raciste et de sujet « racisé ». Il n'y aura plus de division entre « mâle » travailleur et « femme » faisant de surcroît l'ensemble des travaux « ménagers ». Les communes abolissent d'une seule traite « prolétaires » et « capitalistes », sujets « masculins » et sujets « féminins », racistes et « indigènes », loin de se contenter de l'affirmation d'un pôle dominé au sein du capitalisme.

La fin de l'exploitation du monde-de-la-vie

> *Si nous ne travaillons pas à l'effondrement du capitalisme, nous travaillons à l'effondrement de l'humanité ! Nous ne voulons pas crever à cause du capitalisme : voilà pourquoi le capitalisme doit crever à cause de nous.*
>
> H. Schuurman, *Le travail est un crime*, 1924

Il va de soi qu'une société de communes ne veut ni détruire son milieu, ni exploiter d'autres travailleurs de l'autre bout du monde, ni leur faire détruire leur *monde-de-la-vie* : une société de communes abolit donc l'exploitation internationale des travailleurs et de l'environnement, elle n'utilise que des outils autonomisants, conviviaux, non-destructeurs. Au niveau des infrastructures actuelles, s ce

qui est détournable pour en faire ce que nous aurons décidé d'en faire, nous détruirons ce qui n'est pas détournable (gigantesques usines et autres infrastructures de mort) dans une logique non-capitaliste (puisqu'une infrastructure résulte d'une logique matérielle découlant elle-même d'une logique sociale - et lorsque cette logique sociale est celle du travail, il en résulte une logique matérielle et donc une infrastructure intrinsèquement capitaliste). Au niveau des techniques, nous détournerons des techniques détournables, nous « détruirons » des techniques indétournables (bombes nucléaires, centrales nucléaires, etc.), nous re-découvrirons et nous développerons des techniques aux marges du capitalisme, et nous en inventerons de nouvelles. Nous établirons un équilibre entre de gigantesques métropoles invivables, bétonnées et polluées, et des déserts ruraux, en transformant celles-ci en communes urbaines de taille humaine sans rupture avec une « campagne » environnante, et celles-là en communes « rurales ». Il en résultera un univers matériel de techniques et d'infrastructures conviviales, autonomisantes, non-destructrices, et de communes de taille humaine, un *monde-de-la-vie* au lieu d'un monde mortifère.

ET MAINTENANT...

Créer est une joie intense, travailler est une souffrance intense. Le travail est l'ennemi de la vie. Quand l'homme deviendra conscient de la vie, il ne travaillera plus jamais. Nous voulons créer comme des hommes libres, pas travailler comme des esclaves ; pour cela nous allons détruire le système de l'esclavage.

H. Schuurman, *Le travail est un crime*, 1924

Penser le refus du travail implique nécessairement de penser une rupture complète avec ce monde. Vouloir contribuer dès aujourd'hui au bouleversement général des structures sociales et de l'existence humaine c'est donc se placer dans une perspective de transformation révolutionnaire.

Cette transformation n'est imaginable que depuis l'effectivité des luttes ; comment passer d'une force de contestation exprimée en pure négativité (refus du travail et de son monde) à l'esquisse posi-

tive d'une organisation matérielle post-capitaliste? Comment faire durer l'intensité qui se manifeste au sein des mouvements sociaux, dans ces explosions ponctuelles et donc temporaires ? Comment pérenniser une consistance politique seule capable de nourrir le terreau révolutionnaire depuis lequel on pourra concrètement refuser au capitalisme sa prétention à être *l'unique monde possible* ?

Le pouvoir qui nous tient dissocie minutieusement les êtres de leur milieu de vie pour créer du vide, vide qu'il se proposera ensuite de combler en proposant ses services, ses prises, ses médiations. Notre dépendance aux circuits et aux infrastructures du capitalisme est le fruit d'un lent processus de dépossession de nos savoir-faire et des connaissances de nos milieux de vie, et nous contraint à passer par lui pour assurer notre survie. C'est pourquoi on ne peut comprendre l'autonomie que comme interdépendance non-capitaliste. Il nous faut densifier nos communautés de lutte jusqu'à les rendre opaques, étrangères aux circuits du capital, pour faire circuler dans les liens qui nous rassemblent nos créations autrement qu'au travers des catégories du travail, de la valeur d'échange et de l'argent. Il nous faut faire du refus de l'économie, de toute coexistence avec elle, une *rupture* non seulement désirable, mais encore possible.

Il s'agit pour nous à présent de parvenir à tenir ensemble l'amplitude des mouvements de masse et la dimension plus offensive des positions radicales,

dans l'hétérogénéité d'une composition susceptible de permettre *en même temps* de défaire et de construire.

Tenir ensemble ces deux gestes, car la lutte pour l'autonomie n'est signifiante que dans la mesure où elle assume une visée offensive, celle du démantèlement des structures du capital.

Défaire : s'attaquer explicitement au monde du capital dans ses moments-clés de reproduction – loi travail, élections présidentielles, etc.

Destituer : se libérer du travail et de son monde en profitant des phases de crise du capitalisme pour accélérer ce processus.

Et construire : concrétiser d'un saut qualitatif par et au-delà de l'offensive révolutionnaire, dans des formes politiques capables de pérenniser ce à quoi ouvre ce saut hors du capitalisme.

Il nous faut nous doter de nouveaux outils qui permettent de rendre viables des existences libérées, au moins partiellement, des contraintes de l'économie. Il nous faut créer des communes de désertion matérielle de l'économie fédérées entre elles faisant l'effort de penser l'ensemble des aspects de l'autonomie – vis-à-vis du Marché, de l'État, de la propriété privée des terres et des habitats, des divisions hiérarchiques capitalistes, des savoirs ultra-spécialisés, des techniques industrielles, de la justice bourgeoise, etc. S'il nous faut tenter à tout

prix de maintenir et de densifier les communautés qui peuvent se créer à l'occasion de luttes, de mouvements sociaux ou de rencontres fortuites il nous faut également penser une organisation collective qui nous permette de nous ouvrir aux autres. Le refus de ce monde ne prendra toute son effectivité qu'à condition de dépasser le seul groupe affinitaire. Nous nous devons dès à présent d'être *rejoignables*, c'est-à-dire de laisser la possibilité à quiconque souhaiterait nous rejoindre de le faire sans qu'il ait nécessairement à être *notre ami*. C'est pourquoi nous avons besoin de dispositifs émancipateurs qui tout en faisant du refus de l'État et de l'économie leurs principes d'action permettent à celui ou celle qui souhaiterait ou se verrait dans l'obligation d'opérer un tournant radical dans sa vie de pouvoir le faire.

Il ne s'agit pas seulement de défaire une loi, un projet de destruction ou une élection présidentielle, mais de défaire le travail et son monde, de s'en défaire, et de faire advenir un autre monde. *Hic Rhodus, hic salta* !

Cet ouvrage a été imprimé
en novembre 2016 sur les presses de l'imprimerie
du Ravin Bleu, 7, rue Marie Pia
à Quincy-sous-Sénart.

Imprimé en France

Dépôt légal: décembre 2016